

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	35 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

- 5 août — Ordonnance modifiant les articles 4 et 6 de l'ordonnance du 4 juillet 1943 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés. (Arrêté de promulgation n° 526 Cab. du 2 octobre 1943) 550

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

- 11 septembre — N° 3249 F. — Arrêté général modifiant l'arrêté du 30 avril 1943 fixant la situation du personnel civil mobilisé. 550
- 15 septembre — N° 3298 F. — Arrêté général portant organisation d'un office des changes 550
- 16 septembre — N° 3316 F. — Arrêté général relatif à l'aliénation des biens ennemis, rendu applicable au Togo par arrêté local n° 530 APA du 5 octobre 1943 551
- 18 septembre — N° 3353 SE. — Arrêté général rapportant et remplaçant l'arrêté du 21 septembre 1942, réglementant la récolte, la circulation, le conditionnement et la vente du caoutchouc sylvestre en A. O. F. et au Togo 551
- 26 septembre — N° 3450 PR. — Arrêté général fixant les surtaxes-avion applicables en A. O. F. et au Togo, aux correspondances transportées par voie aérienne 553

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

- 28 septembre — N° 601 APA. — Décision portant ouverture à la banque de l'Afrique occidentale d'un compte « Souscriptions en faveur des Patriotes Français » 554
- 30 septembre — N° 604 TP. — Décision fixant la liste des véhicules exempts de réquisition 555
- 2 octobre — N° 527 APA. — Arrêté autorisant l'organisation dans le territoire du Togo d'une « Tombola » par le comité de l'aide à apporter aux groupements de résistance en France 554
- 4 octobre — N° 528 AE. — Arrêté fixant pour 1944 le montant de la quote-part due au fonds commun par les sociétés indigènes de prévoyance 555
- 5 octobre — N° 531 APA. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo 555
- 5 octobre — N° 532 APA. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 728 du 24 décembre 1941 réglementant la circulation des Français et des étrangers à l'intérieur du territoire du Togo. 555
- 5 octobre — N° 533 AE. — Arrêté portant classement du marché de Badou. 556
- 5 octobre — N° 534 AE. — Arrêté réorganisant la commission des prix. 556
- 7 octobre — N° 536 AE. — Arrêté réorganisant le service local du contrôle des prix et stocks. 556
- 7 octobre — N° 538 SE. — Arrêté déclarant infectés de péripneumonie les locaux, enclos et pâturages du canton Nakitendi-Ouest dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés. 556
- 9 octobre — N° 539 cps. — Arrêté fixant le taux de marque à un lot de marchandises 557

9 octobre	—	N° 540 cps. — Arrêté fixant les prix de vente des hydrocarbures débarqués des s/s Saint-Basile et Palacio.	557
9 octobre	—	N° 541 cps. — Arrêté fixant le prix de vente de la viande de boucherie.	557
9 octobre	—	N° 543 AE. — Arrêté prescrivant la déclaration obligatoire de stocks.	557
Additif au règlement intérieur du 10 mars 1943 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo.			557
Personnel			558
Divers			558

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (<i>Ecole coloniale</i>)	560
Domaines	560
Avis de vente	560

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel

N° 526 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

2 octobre 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 5 août 1943 modifiant les articles 4 et 6 de l'ordonnance du 4 juillet 1943 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 4 juillet 1943 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'ordonnance susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

« La non réintégration dans un délai de 3 mois à compter de la promulgation de la présente ordonnance ouvre aux intéressés le recours de droit commun devant la juridiction administrative; ce recours doit s'exercer avant l'expiration d'un second délai de 3 mois. Toutefois, ces deux délais sont fixés à 6 mois pour les territoires relevant du commissariat aux colonies. »

ART. 2. — L'article 6, 1^o, alinéa 2, de l'ordonnance susvisée, est modifié ainsi qu'il suit :

« La période de congédiement est décomptée comme temps de service effectif, notamment en ce qui concerne les propositions pour l'avancement de classe et de grade ou les distinctions honorifiques et le droit à la retraite. En ce qui concerne le personnel en service aux colonies à la date de la première sanction ou mesure, la période de congédiement est décomptée comme temps de service effectif aux colonies. »

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 5 août 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la coordination des affaires musulmanes,

CATROUX.

Le commissaire à la production et au commerce,
commissaire aux finances p. i.

André DIETHELM.

Le commissaire aux affaires étrangères,
commissaire aux colonies p. i.,

MASSIGLI.

Le commissaire à l'intérieur,

A. PHILIP.

Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale,

A. TIXIER.

Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction,

Jean MONNET.

Le commissaire à l'information,

H. BONNET.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Personnel civil mobilisé

N° 3249 F. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du 11 septembre 1943, l'article 2 de l'arrêté du 30 avril 1943 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« ART. 2. — L'indemnité différentielle est égale à la différence entre le montant des émoluments mensuels dont bénéficiait le fonctionnaire ou l'agent dans son dernier poste d'affectation civile et la solde militaire mensuelle augmentée éventuellement de l'indemnité pour charges militaires qu'il reçoit dans un corps ou service militaire.

« Les soldes journalières des sous-officiers, caporaux et soldats, ne sont pas à considérer comme des « soldes » proprement dites et peuvent être cumulées avec les traitements et salaires civils. »

Office des changes

ARRETE N° 3298 F. du 15 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 9 septembre 1939, rendant applicable aux colonies le décret-loi du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation de capitaux, les opérations de change, le commerce de l'or;

Vu l'accord du commissaire aux colonies donné par le câble n° 1003 en date du 2 septembre 1943;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre provisoire et jusqu'à l'intervention des textes réglementaires portant réorganisation des offices coloniaux des changes, le fonctionnement de l'office local des changes dans les territoires relevant de l'autorité du gouverneur général de l'Afrique occidentale française et du commissaire de la République au Togo, est assuré par un organisme autonome placé sous l'autorité du gouverneur général.

ART. 2. — Le directeur général des finances est nommé directeur de l'office.

La succursale de Dakar de la B. A. O. est chargée de la gestion de l'office.

ART. 3. — Les modalités de fonctionnement sont précisées par les instructions ci-annexées.

ART. 4. — Le secrétaire général du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 15 septembre 1943.

Pour le gouverneur général en tournée,

*Le gouverneur, secrétaire général
chargé de l'expédition*

des affaires courantes et urgentes,

L. GEISMAR.

INSTRUCTIONS à annexer à l'arrêté portant institution d'un office local des changes en A. O. F. et au Togo.

1^o — L'office colonial des changes constitue en Afrique occidentale française et au Togo un organisme autonome placé sous l'autorité du gouverneur général et agissant conformément aux instructions des commissaires aux finances et aux colonies.

L'office est seul habilité dans les conditions définies ci-après à effectuer toutes opérations d'achat et de vente de devises étrangères.

2^o — Le directeur des finances de l'Afrique occidentale française est désigné comme directeur de l'office colonial des changes. Il doit, en cette qualité, exercer un contrôle sur les opérations de l'office, décider des autorisations de vente de devises et viser les licences d'importation et d'exportation délivrées par la direction des services économiques, après accord, le cas échéant, de la direction du blocus. Sont également soumises à l'autorisation du directeur des finances toutes autres opérations relevant de la réglementation sur les changes.

3^o — L'agence de Dakar de la banque de l'Afrique occidentale française est chargée de la gestion de l'office colonial des changes.

Les opérations sont centralisées chez la banque dans des livres propres à l'office et dont la communication au directeur des finances ou à son délégué est de droit.

La banque se conforme aux instructions du directeur des finances en ce qui concerne la contexture des livres et la production des documents comptables.

4^o — L'office colonial des changes prendra à l'origine en charge l'actif en devises des comptes ouverts chez les correspondants étrangers tant au nom de l'office colonial des changes Dakar que de la banque de l'Afrique occidentale.

5^o — L'office reçoit une dotation initiale de 60 millions de francs provenant du trésor central du Comité français de la Libération nationale.

6^o — Le rôle des banques intermédiaires agréées et leurs relations avec l'office colonial des changes restent fixés par les dispositions des textes en vigueur dans la colonie.

7^o — Pour toutes matières non traitées dans la présente instruction, des directives seront données par le directeur de l'office colonial des changes agissant par délégation du gouverneur général.

Biens ennemis

ARRETE N° 3316 F. du 16 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'ordonnance n° 51 du 20 décembre 1942 interdisant les rapports avec les ennemis;

Vu l'ordonnance du 5 mars 1943 sur les pouvoirs de l'autorité administrative dans la conduite de la guerre économique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucune aliénation à titre gratuit ou onéreux de biens de toute nature appartenant aux ressortissants de pays en guerre contre les nations unies, en ayant la libre disposition, ne peut avoir lieu sans l'autorisation de l'autorité administrative.

Jusqu'à un montant total de 50.000 francs, les autorisations ne pourront être refusées que pour une cause de dissimulation quelconque.

ART. 2. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des peines prévues par l'article 8 de l'ordonnance du 5 mars 1943.

Dakar, le 16 septembre 1943.

Pour le gouverneur général en tournée,

*Le gouverneur, secrétaire général,
chargé de l'expédition*

des affaires courantes et urgentes,

L. GEISMAR.

(Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 530 A. P. A. du 5 octobre 1943).

Caoutchouc

ARRETE N° 3353 S. E. du 18 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 15 septembre 1912, réglementant la fabrication, la circulation et la vente du caoutchouc coagulé, modifié par le décret du 26 juillet 1927;

Vu le décret du 11 janvier 1924, réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels de l'Afrique occidentale française, modifié par le décret du 17 janvier 1935;

Vu l'arrêté du 27 juin 1924 du gouverneur de la Guinée française fixant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation du caoutchouc et des palmistes en Guinée modifié par les arrêtés du 29 mars 1926 et du 26 mai 1930;

Vu l'arrêté du Gouverneur de la Côte d'Ivoire en date du 25 octobre 1927, réglementant le conditionnement du caoutchouc en Côte d'Ivoire;

Vu le décret du 15 février 1938, organisant le contrôle du conditionnement des produits agricoles originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies modifié par le décret du 21 juin 1938;

Vu l'arrêté n° 3359 SE. du gouverneur général de l'A. O. F. en date du 21 septembre 1942, réglementant la récolte, le conditionnement, la circulation et la vente du caoutchouc sylvestre en Afrique française;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté général n° 3359 S. E. du 21 septembre 1942, réglementant la récolte, le conditionnement, la circulation et la vente du caoutchouc sylvestre en Afrique française, est et demeure rapporté.

ART. 2. — Le présent arrêté annule toutes les dispositions antérieures contraires concernant la récolte, le conditionnement, les transactions, la circulation et l'exportation du caoutchouc sylvestre en Afrique occidentale française et au Togo.

TITRE PREMIER.

RÉGLEMENTATION DE LA RÉCOLTE DU CAOUTCHOUC SYLVESTRE — CONSERVATION DES PEUPELEMENTS

ART. 3. — Chaque année dans le courant de juillet, le gouverneur général arrêtera le plan général de la récolte, sur proposition du service du caoutchouc et avis pris des gouverneurs et chef de territoire.

ART. 4. — Pour assurer la conservation des peuplements de lianes et d'arbres à caoutchouc, les modalités ci-après seront obligatoirement appliquées :

1° — *Mode de saignée*. — Les lianes *Landolphia* et les arbres *Funtumia* ne seront saignés qu'une fois par an de la façon suivante :

a) *Lianes*. — Nombre d'incisions variables suivant la longueur de la liane mais dont l'intervalle entre chacune d'elles sera de 0m,20;

b) *Arbres*. — *Funtumia* : La saignée sera faite en « arête de poisson ». L'incision verticale partira de 0m,50 du sol et montera jusqu'au haut du tronc de l'arbre. Les arêtes transversales seront espacées de 40 à 50 cm.

2° — *Epoque de saignée*. — La campagne du caoutchouc commencera le 15 octobre et se terminera le 15 juillet.

Les commandants de cercle en accord avec le service du caoutchouc détermineront les périodes de saignée pour chaque cercle en tenant compte des conditions locales et en rendront compte aux gouverneurs et chef de territoire.

TITRE II.

EXPLOITATION, EXTRACTION ET CONDITIONNEMENT DU CAOUTCHOUC

ART. 5. — *Saignée*.

1° — *Caoutchouc de lianes*.

Les seuls instruments qui devront être utilisés sont :

- a) La gouge actuellement en usage;
- b) Un grattoir destiné à nettoyer l'écorce avant la saignée;
- c) Une planchette de 0m,30 de longueur sur 0m,20 de largeur.

2° *Caoutchouc d'arbres* — *Funtumia*.

Le seul matériel autorisé est :

- a) La gouge de modèle actuellement en usage;
- b) Un grattoir destiné à nettoyer l'écorce avant la saignée;
- c) Une calebasse pour recueillir le latex.

ART. 6. — *Coagulation*

1° — *Caoutchouc de lianes*.

La coagulation sera faite suivant les procédés habituels avec les seules ressources locales d'origine végétale (jus de citron etc...)

2° — *Caoutchouc d'arbres* — *Funtumia*.

Il sera procédé par le récolteur à la coagulation suivant le procédé habituellement employé (immersion dans l'eau bouillante). Au préalable le latex sera filtré de façon à ne contenir aucun corps étranger.

Toutefois, sur décision du service du caoutchouc, il pourra être décidé que dans certains cercles ou partie de cercles, les indigènes ne procéderont pas eux-mêmes à la coagulation. Dans ce cas les récolteurs porteront le latex à leur village ou à des postes de ramassages organisés où ils opéreront un premier filtrage. Aucune addition d'eau dans le latex ne sera tolérée.

ART. 7. — *Conditionnement par le producteur*.

1° — *Caoutchouc de lianes*. — 1^{re} qualité de base.

Les feuilles seront de 30 cm. de longueur sur 20 cm. de largeur. Elles ne dépasseront pas six millimètres d'épaisseur.

Elles ne contiendront aucun corps étranger (écorce, terre, cailloux).

Pour être séchées et fumées elles seront suspendues pendant 10 à 12 jours dans les cases qui seront aménagées sur les indications des agents du service du caoutchouc.

2° — *Caoutchouc de Funtumia*. — 1^{re} qualité de base.

S'il est préparé par l'indigène, il sera présenté sous forme de feuilles minces ne dépassant pas 3m/m d'épaisseur. Ces feuilles seront ensuite suspendues pendant 12 à 15 jours dans les séchoirs-fumoirs qui auront été aménagés suivant les indications des agents du caoutchouc. Ces feuilles ne seront prêtes à être portées aux marchés que lorsqu'elles seront uniformément d'une couleur jaune-brunâtre et totalement sèches au toucher.

ART. 8. — *Conditionnement à l'exportation*.

Le contrôle du conditionnement sera fait sur les marchés par les agents des sociétés de prévoyance et du service du caoutchouc. Un reconditionnement pourra être fait par les sociétés de prévoyance.

Le caoutchouc sera alors classé par qualité et emballé sous bérés. Ces bérés seront marqués pour indiquer la qualité du caoutchouc suivant précisions qui seront fournies par le service du caoutchouc.

TITRE III.

VENTE ET ÉVACUATION DU PRODUIT

ART. 9. — Les producteurs livreront le caoutchouc aux sociétés de prévoyance qui se chargeront du ramassage et paieront les apports aux prix qui auront été fixés par les gouverneurs suivant les barèmes établis pour la campagne 43/44.

ART. 10. — Les sociétés de prévoyance ne pourront céder le caoutchouc ainsi groupé après l'avoir reconditionné et emballé qu'aux firmes commerciales agréées par les gouverneurs après avis du service du caoutchouc. Les sociétés de prévoyance après transport par leurs soins dans les divers centres commerciaux y livreront le caoutchouc au poids, dans les moindres délais et aux prix fixés par les barèmes.

Pour chaque vente un bordereau sera établi par les sociétés de prévoyance mentionnant : par qualité :

le nombre de bérés; le poids net; le prix de base; le nom de l'acheteur, la date de la cession.

Un exemplaire de ces bordereaux sera remis à l'acheteur; un second restera aux sociétés de prévoyance.

ART. 11. — Tout caoutchouc circulant en dehors des périodes pendant lesquelles la campagne est ouverte devra être accompagné d'un laissez-passer délivré par le commandant de cercle ou le chef de subdivision ou par un agent du service du caoutchouc, constatant que le caoutchouc a été récolté avant la date de fermeture de la campagne.

ART. 12. — Toutes opérations d'achat et de vente de caoutchouc en dehors des modalités fixées par les articles 9, 10, 11 ci-dessus sont interdites.

Tant que dureront les contrats de vente de Gouvernement à Gouvernement les firmes agréées devront acheter et revendre le caoutchouc aux prix officiels fixés en conformité des barèmes homologués.

ART. 13. — Les firmes agréées devront exécuter toutes mesures qui leur seront prescrites par les gouverneurs pour assurer la parfaite conservation du caoutchouc qu'elles détiendraient. En cas de manquement, l'agrément pourra être retiré sans préavis.

ART. 14. — Par dérogation à ce qui a été dit aux titres II et III ci-dessus concernant le caoutchouc de Funtumia, les entreprises spécialisées qui auront pour unique activité l'achat du latex à l'indigène et sa transformation industrielle sous forme de feuilles fumées standard feront l'objet d'un statut spécial approuvé par le gouverneur général, avis pris du service du caoutchouc.

TITRE IV.

INFRACTIONS — SANCTIONS

ART. 15. — Toute infraction au présent arrêté sera réprimée par les sanctions prévues au décret du 11 janvier 1924 modifié par le décret du 17 janvier 1935, savoir : une amende de 50 à 500 francs et un emprisonnement de 6 jours à 1 mois, ou d'une de ces deux peines seulement.

En outre les produits vendus, transportés ou détenus pourront être saisis et confisqués.

ART. 16. — Les gouverneurs des colonies et chef de territoire ainsi que le chef du service du caoutchouc sont chargés chacun en ce qui le concerne de

l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 18 septembre 1943.

Pour le gouverneur général en tournée

Le gouverneur des colonies

*Secrétaire général du Gouvernement général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes.*

L. GEISMAR.

Surtaxes-avion

ARRETE N° 3450 D. T. du 26 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu l'arrêté n° 2376 D. T. du 29 juin 1943 fixant les surtaxes-avion dans les relations postales entre l'A. O. F. et l'Afrique du nord;

Sur la proposition du directeur des transmissions;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les surtaxes-avion applicables en Afrique occidentale française et au Togo, aux correspondances transportées par voie aérienne, sont fixées ainsi qu'il suit :

	Lettres cartes par 5 gr.	Auxres objets par 25 gr.	Tous objets	
			par 5 grammes	par 10 grammes
1 ^{er} Service à l'Intérieur de l'A.O.F. Echanges à l'Intérieur de l'A.O.F. (y compris Togo)	2	2		
2 ^o Service International :				
EUROPE :				
Baléares — Chypre — Espagne — Grande Bretagne — Irlande — Malte — Portugal — Suède — Suisse — Turquie d'Europe — U.R.S.S.			6,5	
AFRIQUE :				
Côte de l'Or (Gold-Coast) — Gambie britannique — Guinée Portugaise — Libéria — Nigéria — Sierra Léone	2	2		
Algérie — Maroc — Tunisie	4	4		
Canaries — Cap vert (îles) — Côte française des Somalis — Egypte — Lybie et Tripolitaine — Maroc Espagnol — Rio de Oro — Soudan Egyptien — Tanger			6	
Afrique du Sud et Sud Ouest — Afrique Equatoriale Française — Afrique Orientale (Kenya — Uganda — Tanganyika) Afrique Orientale Portugaise (Mozambique) — Angola — Cameroun — Comores — Congo Belge — Guinée Espagnole — Madagascar — Maurice (Ile) Réunion — Rhodésie du Nord et du Sud			8	

	Lettres cartes par 5 gr.	Autres objets par 25 gr.	Tous objets	
			par 5 grammes	par 10 grammes
AMERIQUE:				
Alaska — Canada — Etats-Unis — Saint-Pierre et Miquelon — Terre Neuve				23
Antigua — Bahamas ou (Lucayes) Barbade — Bermudes (Iles) — Costa-Rica — Cuba — Dominicaine (République) — Guadeloupe — Guatemala — Haïti — Honduras (République) — Honduras Britanni- que — Iles du Vent — Iles sous le Vent — Jamaïque — Martinique — Mexique — Nicaragua — Pana- ma — Porto-Rico — Salvador (République) — Trinité — Vierges (Iles)				28
Argentine — Bolivie — Brésil — Chili — Guyane (Britannique — Française — Hollandaise) — Fal- kland — Paraguay — Uruguay . .			14	
Aruba — Bonaire — Colombie — Curacao — Equateur — Pérou — Vénézuëla.			18,50	
ASIE:				
Iran — Irak — Palestine — Syrie — Liban — Alaouïté — Turquie d'Asie	9		6	
Afghanistan — Bahrain — Ceylan — Indes (Britanniques — Fran- çaises — Portugaises)			12	
OCEANIE:				
Hawaï (Iles).			16	
Mariannes — Nouvelle Calédonie — Nouvelles Hébrides — Etablis- sements français d'Océanie . . .			20	
Australie — Nouvelle Zélande — Tasmanie.			24	

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 26 septembre 1943.

*Pour le gouverneur général en tournée,
Le gouverneur des colonies,
Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires.*
L. GEISMAR.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Souscriptions en faveur des Patriotes Français

DECISION N° 601 A. P. A. du 28 septembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le câblogramme n° 367 Cab. du 15 septembre 1943 de M. le haut-commissaire de la République au Togo;

Vu la décision n° 583 A. P. A. du 20 septembre 1943 portant constitution d'un Comité chargé de l'organisation de la souscription nationale pour l'aide aux groupements de Résistance en France;

Vu le procès-verbal de la réunion du 22 septembre 1943 du dit Comité;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'ouverture à la banque de l'Afrique occidentale, à Lomé, d'un compte intitulé « Souscriptions en faveur des Patriotes Français » destiné à recevoir toutes sommes provenant de la souscription au profit des groupements de Résistance en France.

ART. 2. — Chaque versement, à ce titre, provenant de particuliers, groupements ou comités divers, donnera lieu à la délivrance d'un reçu.

ART. 3. — Les fonds recueillis seront virés hebdomadairement au compte du trésorier-payeur dans les livres de la B. A. O.

ART. 4. — Le président du Comité susvisé et le trésorier-payeur du Togo sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Lomé, le 28 septembre 1943.

A. MERCADIER.

ARRETE N° 527 A. P. A. du 2 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 410 du code pénal;

Vu le décret du 15 janvier 1853 portant application aux colonies de la loi du 21 mai 1826 portant prohibition des loteries;

Vu le décret du 4 août 1853 rendant applicable aux colonies l'ordonnance du 29 mai 1844 concernant les loteries d'objets mobiliers, exclusivement destinées à des œuvres de bienfaisance et à l'encouragement des arts;

Vu le décret du 22 mai 1924 rendant applicables au Togo les lois et décrets promulgués en A. O. F. avant le 1^{er} janvier 1924;

Vu la décision n° 583 A. P. A. du 20 septembre 1943 portant constitution d'un Comité chargé de l'organisation de la souscription nationale pour l'aide aux groupements de Résistance en France;

Vu la décision n° 601 A. P. A. du 28 septembre 1943 portant ouverture à la B. A. O. d'un compte « souscriptions en faveur des Patriotes Français »;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Comité institué par la décision n° 583 A. P. A. du 20 septembre 1943, susvisé, est autorisé à organiser une tombola dont le produit sera consacré exclusivement à l'aide à apporter aux groupements de Résistance en France.

ART. 2. — Le nombre des billets dont l'émission est autorisée et dont la vente ne pourra s'effectuer que dans le territoire du Togo, est fixé à vingt-cinq mille au maximum.

ART. 3. — Le prix des billets est fixé à dix francs.

ART. 4. — La vente des billets aura lieu du 15 octobre au 8 novembre 1943.

ART. 5. — Le tirage de la tombola aura lieu, à Lomé le 11 novembre 1943, sous le contrôle de l'administrateur-maire de Lomé, qui pourra faire intervenir dans cette opération la présence de délégués ou commissaires agréés par lui.

ART. 6. — Le montant des lots offerts ne devra pas être inférieur en valeur au quart des billets émis.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 octobre 1943.

A. MERCADIER.

Véhicules automobiles

N° 604 T. P. — Par décision du commissaire de la République au Togo p. i. en date du 30 septembre 1943. — La liste des véhicules exempts de réquisition est fixée comme suit pour l'application de l'arrêté 512 T. P. du 15 septembre 1942 :

1° — Véhicules des agents consulaires;

Néant

2° — Véhicules des médecins et sages-femmes;
TT. 964 Chevrolet (5 places) docteur Olympio.

3° — Véhicules indispensables aux services des administrations publiques;

Tous les véhicules appartenant à l'administration, et
TT. 1189 Peugeot (5 places) Jean Terrac,
TT. 1357 Chevrolet OT800 Unelco.

4° — Véhicules des services publics de transports automobiles et des transports automobiles d'intérêt national;

Néant

5° — Véhicules des industries;

TT. 715 Ford 1 T 500 Compagnie Générale du Togo — des agents de maison de commerce pour visites des marchés ou succursales (vie économique du territoire):

TT. 811 Ford	(6 places)	Hadjopoulos
TT. 871 Renault	(7 places)	Cham. de Com.
TT. 965 Chevrolet	(6 places)	G. B. Ollivant
TT. 1089 Buick	(6 places)	Nassar
TT. 1117 Citroën	(5 places)	John Holt
TT. 1152 Dodge	(6 places)	S. C. O. A.
TT. 1175 Oldsmobile	(5 places)	U. A. C.
TT. 1202 Ford	(5 places)	Piquelin
TT. 1277 Lincoln	(5 places)	Jazzar
TT. 1343 Buick	(5 places)	Eychenne
TT. 1369 Ford	(5 places)	F. A. O.
TT. 1386 Citroën	(5 places)	Kalife

des planteurs — (vie économique)

TT. 822 ⁽¹⁾ Buick	(6 places)	A. de Souza
TT. 1077 Chevrolet	(5 places)	O. Olympio
TT. 1316 ⁽¹⁾ Chevrolet	(1 T.)	Kalife

des missions — (ordre public)

TT. 574 Renault	(5 places)	Mgr Cessou
TT. 985 Chevrolet	(OT 500)	Mlle Monod

La présente liste sera notifiée conformément à l'article 10 du décret du 5 décembre 1935 au commandant militaire du sous-secteur Togo, par les soins du chef du service des transports.

(1) Sous réserve d'accomplissement des formalités de recensement.

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 528 A. E. du 4 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1937, modifié le 24 février 1938 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance au Togo;

Vu l'arrêté du 23 mars 1939 déterminant les conditions d'organisation et de fonctionnement du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixée comme suit la quote-part due pour l'année 1944 par les sociétés de prévoyance du territoire au fonds commun :

S. I. P. de Lomé	10.000 frs.
S. I. P. de Tsévié	8.000 —
S. I. P. d'Anécho	30.000 —
S. I. P. d'Atakpamé	20.000 —
S. I. P. de Klouto	10.000 —
S. I. P. de Sokodé	10.000 —
S. I. P. de Lama-Kara	20.000 —
S. I. P. de Bassari	7.000 —
S. I. P. de Mango	15.000 —

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 octobre 1943.

A. MERCADIER.

Chambre de Commerce

ARRETE N° 531 A. P. A. du 5 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 2. — Pendant toute la durée des hostilités, la chambre de commerce sera composée de neuf membres titulaires ainsi répartis :

2° — Deux membres étrangers de nationalité européenne ou assimilée;

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté, vu l'urgence, est rendu immédiatement exécutoire; il sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 5 octobre 1943.

A. MERCADIER

Circulation des Français et étrangers au Togo

N° 532 A. P. A. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

5 octobre 1943. — Sont dispensés du port du sauf-conduit institué par l'arrêté n° 728 du 24 décembre

1941 réglementant la circulation des Français et des étrangers à l'intérieur du territoire du Togo, les nationaux français et les ressortissants des Nations unies dans la guerre.

Marchés

N° 533 A. E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

5 octobre 1943. — L'article premier de l'arrêté n° 362 du 27 juin 1938 est complété ainsi qu'il suit :

B. — CERCLE DU CENTRE

b) Subdivision d'Atakpamé :

Badou, le samedi.

Commission des prix

ARRETE N° 534 A. E. du 5 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu la loi du 14 mars 1943 sur le régime des prix;

Vu l'arrêté n° 370 A. E. du 7 juillet 1942 portant création d'une commission des prix;

Vu la décision n° 375 A. E. du 29 mai 1943 désignant les membres de la commission des prix;

Vu l'arrêté général n° 3.215 F. du 8 septembre 1943 sur la réglementation des prix;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont et demeurent rapportés l'arrêté n° 370 A. E. du 7 juillet 1942 et la décision n° 375 A. E. du 29 mai 1943.

ART. 2. — Il est créé au Togo une commission des prix ainsi constituée :

Le chef du service local du contrôle des prix et stocks *Président*

L'administrateur-maire de Lomé,

Le chef du service des travaux publics et transports,

Le chef du bureau des affaires économiques,

Le président de la chambre de commerce ou son remplaçant légal, *Membres*

Un représentant des consommateurs européens,

Un représentant des consommateurs indigènes.

En outre la commission pourra entendre, à titre consultatif, toute personne dont la présence lui paraîtra utile.

ART. 3. — La commission des prix a pour mission de donner au commissaire de la République son avis sur les prix de tous les produits, denrées, objets et services, dans les conditions prévues par la loi du 14 mars 1942, à l'exception de ceux soumis à la procédure des taux de marque brute définie par l'arrêté général n° 3.215 F. du 8 septembre 1943.

ART. 4. — Les débats de la commission des prix sont confidentiels.

ART. 5. — Le chef du service local du contrôle des prix et stocks est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 octobre 1943.

A. MERCADIER

Service local du contrôle des prix et stocks

ARRETE N° 536 A. E. du 7 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur le régime des prix;

Vu l'arrêté général n° 3.109 F. du 30 août 1943 réorganisant le service du contrôle des prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 3.215 F. du 8 septembre 1943 portant réglementation des prix;

Vu l'arrêté n° 369 A. E. du 7 juillet 1942 créant au Togo un service local du contrôle des prix et stocks et la décision 501 A. E. du 9 juillet 1942 en nommant le chef;

Vu la décision n° 644 A. E. du 1^{er} septembre 1943 créant une brigade mobile du contrôle des prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 534 du 5 octobre 1943 réorganisant la commission des prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont et demeurent rapportés l'arrêté n° 369 A. E. du 7 juillet 1942 et la décision n° 501 A. E. du 9 juillet 1942 susvisés.

ART. 2. — Il est créé au Togo, un service local du contrôle des prix et des stocks, dont le chef est l'inspecteur des affaires administratives agissant en l'occurrence en qualité de secrétaire général « ad hoc. »

ART. 3. — Ce service a pour mission de faire observer la réglementation en vigueur au Togo sur les prix et stocks. Ses attributions et ses règles de fonctionnement sont celles précisées par l'arrêté général n° 3.109 F. du 30 août 1943 susvisé.

ART. 4. — Le chef du service local du contrôle des prix et stocks est assisté, pour la bonne marche du service, du chef et du personnel du bureau des affaires économiques.

Il dispose de la brigade mobile du C. P. S. organisée par décision n° 644 A. E. du 1^{er} septembre 1943 dont les dispositions demeurent en vigueur.

ART. 5. — L'inspecteur des affaires administratives, secrétaire général « ad hoc » et le chef du bureau des affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 octobre 1943.

A. MERCADIER.

Péripleumonie bovine

N° 538 S. E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

7 octobre 1943. — Sont déclarés infectés de péripleumonie les locaux, enclos et pâturages du canton Nakitendi-Ouest dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

Les animaux suspects ou contaminés subiront la vaccination et ne devront quitter la zone déclarée infectée pendant une période de quarante jours.

Le tronçon de la voie sanitaire n° 1 Tampidjoga — Nadjoundi — Dapango — Bogou — Mango sera provisoirement fermé et remplacé par la voie sanitaire n° 3 piste Koundjouaré — Borgou — Tamioti — Mango.

Surveillance des prix

N° 539 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

9 octobre 1943. — ARTICLE PREMIER. — Le taux de marque du lot de chaînes métrées de 25^m/_m aux établissements R. Eychenne est fixé à 33, 33.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P. T. T. et entrera en vigueur 48 heures après cette formalité.

N° 540 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du 9 octobre 1943.

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés ainsi qu'il suit les prix maxima de vente des hydrocarbures débarqués des s/s Saint Basile et Palacio; ces prix seront inscrits au carnet de relevé des prix des maisons intéressées et affichés dans leurs établissements de Lomé.

Dans tous les autres centres du territoire du Togo ces prix sont majorés du prix du transport décompté suivant les tarifs en vigueur sur le réseau des chemins de fer du Togo et dans les transports routiers.

- 1° — United Africa company Ltd.,
- 2° — Cie. Française de l'Afrique Occidentale,
- 3° — Etablissements R. Eychenne.

A — Prix de gros

	frs.
Essence — Drum de 200 litres	1.580,80
Essence — Drum de 36 litres	367,15
Pétrole — Drum de 200 litres	1.268,80
Pétrole — Drum de 36 litres	315,15
Mazout — Drum de 170 kilogrammes	1.102,40

B — Prix de détail

Essence — Le litre	8,30
Pétrole — Le litre	6,70
Mazout — Le kilogramme	6,80

ART. 2. — Les prix fixés ci-dessus comprennent la majoration de 4% prévue par l'arrêté n° 688 du 8 décembre 1942 au titre de la taxe sur les transactions.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P. T. T. et entrera en vigueur 48 heures après cette formalité.

N° 541 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du 9 octobre 1943.

ARTICLE PREMIER — Est fixé ainsi qu'il suit le prix maxima de vente de la viande de boucherie dans la commune-mixte de Lomé.

	frs.
Bœuf sur pied : le kilo vif	8,—
Viande de bœuf : le kilogramme	18,—
Pied de bœuf : l'unité	4,—

ART. 2. — Toute vente à un prix supérieur à ceux fixés ci-dessus sera considérée comme hausse illégitime des prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P. T. T. et entrera en vigueur 48 heures après cette formalité.

Palmistes — huile de palme — maïs

ARRETE N° 543 A. E. du 9 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur le régime des prix;

Vu la circulaire n° 354 se/p. du 30 septembre 1943 du gouverneur général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER — Les stocks de produits ci-après : palmistes, huile de palme, maïs existant au territoire, à la date du 10 octobre 1943, devront faire l'objet d'une déclaration de la part de leurs détenteurs.

ART. 2. — Pour les stocks existant à Lomé, ces déclarations devront être adressées dans les 48 heures au bureau des affaires économiques (C. P. S.).

Pour les stocks existant en d'autres lieux, les déclarations devront être adressées dans les 48 heures aux chefs de circonscription intéressés qui les transmettront dans les 24 heures ou par premier courrier au bureau des affaires économiques accompagnées d'un procès-verbal de vérification dressé par un officier de police judiciaire ou un agent assermenté de la brigade de contrôle des prix et stocks.

ART. 3. — A partir de la date de publication du présent arrêté et jusqu'à nouvel ordre tout achat des produits énumérés à l'article 1^{er} est interdit.

ART. 4. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié et rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes et autres lieux publics.

Lomé, le 9 octobre 1943.

A. MERCADIER.

Personnel auxiliaire

ADDITIF au règlement intérieur en date du 10 mars 1943 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo.

ART. 5. — Echelle III.

Après :

commis radiotélégraphistes,

Ajouter :

mécaniciens radiotélégraphistes.

Le reste sans changement.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Reclassements**

Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

17 septembre 1943. — Les agents contractuels ci-dessous désignés appartenant au personnel supérieur de la société nationale des chemins de fer français sont reclassés comme suit dans le cadre général des chemins de fer coloniaux à compter du 1^{er} janvier 1943.

1^o — Personnel des services généraux :

NOMS	CLASSEMENT		ANCIENNETÉ résiduelle à compter du 1 ^{er} -1-43
	Echelle	Echelons ou chevrons	
BOUTET Henri	un	chevron un	7 mois

Affectations

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. du :

22 septembre 1943. — Sont remis à la disposition du gouverneur général de l'A. E. F. les fonctionnaires et agents en provenance de ce territoire et servant provisoirement en A. O. F. :

M. Pulicani Philippe, adjoint de 2^e classe des services civils, en service au Togo.

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. du :

27 septembre 1943. — Madame Ekué Delphine, institutrice stagiaire du cadre commun secondaire de l'enseignement de l'A. O. F. en service au Dahomey, est mise à la disposition du commissaire de la République française au Togo.

La présente décision prendra effet du jour de la mise en route de l'intéressée sur sa nouvelle affectation.

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. du :

29 septembre 1943. — M. Cariou Michel, vérificateur principal des I. E. M. détaché du Dahomey à la station radio de Lomé (Togo), est mis à la disposition du gouverneur des colonies, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, (service radioélectrique).

M. Remolato Jean, mécanicien électricien stagiaire du cadre commun supérieur du service radiotélégraphique de l'A. O. F., en service au Gouvernement général (direction des transmissions), est mis à la disposition du commissaire de la République au Togo.

La présente décision prendra effet du jour de la mise en route des intéressés sur leur colonie d'affectation.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Rétrogradation**

Par arrêté n° 542 p. du :

9 octobre 1943. — L'instituteur-auxiliaire de 1^{re} classe Geraldo Laminou est rétrogradé à la 2^e classe de son grade pour indiscipline et mauvaise manière habituelle de servir.

Révocation

Par arrêté n° 520 p. du :

29 septembre 1943. — L'inspecteur-auxiliaire de police de 6^e classe Comlan Paulin est révoqué pour compter de la date de la signature du présent arrêté, pour faute très grave en service.

Par arrêté n° 521 p. du :

29 septembre 1943. — L'élève-infirmier Folikpo Aouté du cadre local subalterne du service de santé du Togo, est révoqué pour :

1^o — fautes graves dans l'observation des règles de police sanitaire des animaux;

2^o — mauvaise manière habituelle de servir.

Démision

Par arrêté n° 535 p. du :

6 octobre 1943. — Est acceptée la démission de son emploi offerte par M. Foly Louis, planton de 3^e classe du cadre local indigène du Togo.

Agents auxiliaires**Nomination**

Par décision n° 605 p. du :

1^{er} octobre 1943. — M. Comlan John, titulaire du diplôme de fin d'études de l'école des pupilles mécaniciens de la marine et du brevet de mécanicien pratique colonial délivrés par le gouverneur général de l'A. O. F., le premier, le 17 juillet 1939 le second, le 24 juillet 1940, est engagé en qualité de mécanicien radiotélégraphiste auxiliaire (échelle III échelon I), pour compter du premier septembre 1943.

Forces de Police**Licenciement**

ADDITIF à l'arrêté n° 494 B. M. du 23 septembre 1943.

Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire :

METTRE :

A compter du 3 juin 1942

Napala, garde de 2^e classe, Mle 861, « condamné à 5 ans de prison par le tribunal de 1^{er} degré de Sokodé ».

Le reste sans changement.

DIVERS**Agents d'affaires**

Par décision n° 608 A. P. A. du :

5 octobre 1943. — Est prononcé pour une durée de six mois le retrait de l'autorisation d'exercer la profession d'agent d'affaires accordée au nommé Kponton

André Justin par les décisions nos 853/A. P. A. du 7 décembre 1942 et 232/A. P. A. du 13 avril 1943.

L'intéressé devra cesser l'exercice de cette profession dans les trois mois de la notification de la présente décision.

Association

Par arrêté no 523 A. P. A. du :

30 septembre 1943. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Comité de la France Combattante du Togo » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Commissions

Par décision no 607 T. P. du :

2 octobre 1943. — Une commission composée comme suit :

Le commandant de cercle ou son délégué,	Président
Un représentant du service local des transports,	Membres
Le représentant qualifié des transporteurs routiers ou son délégué,	

se réunira dans chaque cercle sur la convocation de son président en vue de déterminer, après enquête préalable menée par l'autorité administrative, si les véhicules automobiles de tous types et de toutes marques non munis d'autorisation de circuler et ayant leur point d'attache dans ce cercle sont en état de rouler, et dans le cas contraire, si ces véhicules peuvent fournir un approvisionnement de pièces de rechanges pour les véhicules en circulation.

Une fois inventoriées, les pièces de rechanges utilisables seront bloquées entre les mains du propriétaire actuel du véhicule. Une liste en sera transmise au service des transports.

La répartition de ces pièces entre les véhicules autorisés à circuler et reconnus en panne par suite d'avarie d'un organe sera faite par le service des transports en accord avec le représentant qualifié des transporteurs.

Par décision no 611 A. E. du :

7 octobre 1943. — Sont désignés pour faire partie de la commission des prix, en application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté no 534 du 5 octobre 1943 réorganisant la commission des prix :

M.M. Laporte, payeur des trésoreries, représentant des consommateurs européens ;

Atayi John, représentant des consommateurs indigènes.

Dégrèvements — remboursements

Par arrêté no 510 C. D. du :

25 septembre 1943. — Sont accordés les dégrèvements suivants :

Exercice 1942

Agence Intermédiaire de Lomé

IMPOT CEDULAIRE ET GENERAL SUR LE REVENU

	Impôt cédulaire	Impôt général	TOTAL
Rôle N° 2 Article 13			
Anthony Norbertus . . .	3.348,00	10.518,50	13.866,50

Exercice 1943

IMPOT PERSONNEL

Lomé — Trésor

	Impôt	Prestation	TOTAL
Rôle N° 52 Article 68			
Rebuffel Georges . . .	250,00	40,00	290,00
Rôle N° 52 Article 172			
Treizise Ignace . . .	160,00	20,00	180,00
	410,00	60,00	470,00

PATENTES

Lomé — Trésor

Rôle N° 45 Article 4	
Bartoli Pierre	$675 \times 3 = 506,25$
	4

IMPOT CEDULAIRE

Trésor

	Impôt cédulaire	Impôt général	TOTAL
Rôle N° 18 Article 26			
Cadoré Marcel	66,00	152,00	218,00

Le trésorier-payeur est autorisé à porter ces dégrèvements en réduction de ces prises en charge.

Sont autorisés les remboursements ci-après :

EXERCICE 1943.

IMPOT CEDULAIRE — IMPOT GENERAL

Trésor :

Rôle no 18 article 15 — Bonnard Louis — impôt cédulaire	100,—
Impôt général	287,—
Total	387,—

RACHAT DES PRESTATIONS

Agence de Lomé :

Rôle no 49 article 54 — Madame Byll Marie	40,—
-------------------------------------------	------

Diplôme d'Aptitude Professionnelle

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. du :

18 septembre 1943. — Sont déclarés admissibles aux épreuves orales et pratiques de l'examen pour l'obtention du diplôme d'aptitude professionnelle (D. A. P.) les instituteurs dont les noms suivent :

Togo :

Ayih Frédéric.

Domaines

Droits d'enregistrement

Par arrêté no 508 DOM. du :

25 septembre 1943. — Le remboursement d'une somme de cinq cents francs représentant le montant des droits d'enregistrement perçus sur un acte de vente d'un immeuble non bâti à Sokodé est accordé à la Société Immobilière de l'Afrique occidentale.

Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 537 A. P. A. du :

7 octobre 1943. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Danoumé Kiki, détenu à la prison de Tsévié, âgé de 32 ans environ, né à Porto-Novo (Dahomey) vers 1910, fils de Danoumé et de Bokpassi, de race et coutume gounou, marié, un enfant, domicilié à Lomé, policier de 2^e cl. au commissariat de police de Lomé, condamné à deux ans de prison pour corruption passive par jugement n° 118 du 26 mai 1942 du tribunal du premier degré de Lomé.

Le nommé Danoumé Kiki est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Sokodé jusqu'au 29 avril 1944 date d'expiration de sa peine de prison.

Rôles

Par arrêté n° 524 C. D. du :

30 septembre 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire d'impôts cédulaires et d'impôt général sur le revenu, afférent à l'exercice 1943 et dont le détail suit :

Rôle n° 40 — Lomé-trésor 919,—

La date de mise en recouvrement est fixée au 1^{er} octobre 1943.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis de Concours****Ecole coloniale**

Un concours pour l'admission au stage de l'école coloniale des adjoints principaux et adjoints des services civils des colonies et des commis principaux des secrétariats généraux, aura lieu dans les conditions prévues à l'arrêté du 10 juillet 1920 réorganisant le corps des administrateurs des colonies et les textes subséquents au cours du mois d'avril 1944. La date exacte et le nombre des places mises au concours seront fixés ultérieurement.

DOMAINES**Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, de mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1269, déposée le 24 septembre 1943 le sieur Adjété Adjévi, dit « Govina » profession de charpentier, demeurant et domicilié à Anécho, cercle dudit, agissant en qualité de co-propriétaire chargé de l'administration des biens appartenant à la collectivité Claudius Latévi Lawson, savoir :

1^o — Adjété Adjévi, dit « Govina », charpentier, demeurant à Anécho, né à Anécho le 16 octobre 1909, de l'union de Kayi Améfon avec feu Adjété, cultivateur décédé en 1928 à Anécho,

2^o — Pierre Kouévidjen, militaire en Gold-Coast, né à Anécho quartier Adjido, en 1920, de l'union de Kayi Améfon avec Tikpon Kouévidjen, pêcheur à Anécho,

3^o — André Kouévidjen, étudiant, demeurant à Anécho, né à Anécho, le 14 décembre 1926, de l'union de Kayi Améfon avec Tikpon Kouévidjen, pêcheur à Anécho, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain nu ayant la forme d'un quadrilatère, d'une contenance totale de 7 ares 5 centiares situé à Lomé, rue du maréchal Gallieni, cercle de Lomé, borné à l'est par terrain à John Kpotor, au nord par la rue du Lt. colonel Maroix, au sud par terrain à Agbétsiafa Anthony, et à l'ouest par la rue du maréchal Gallieni.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité Claudius Latévi Lawson et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
R. de GUISE.*

Etude de M Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé (Togo)

VENTE**sur saisie Immobilière**

Il sera procédé le Vendredi dix Décembre mil neuf cent quarante trois à huit heures du matin, en l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, séant en ladite ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un IMMEUBLE URBAIN BATI sis à AGOU-GARE, (Subdivision de Palimé), immatriculé au Livre Foncier du Cercle de KLOUTO, sous le numéro Soixante, Volume I, Folio 60, consistant en un terrain urbain bâti, en forme de quadrilatère, d'une surface de Trente six ares et dix centiares (36a 10ca) confrontant : au Nord, la route de Nyongbo, au Sud, un terrain à P. DOTSE, à l'Est, un terrain à DJABASSOU, et à l'Ouest, un terrain domanial.

Cet immeuble a été saisi à la requête de la SOCIÉTÉ « UNION COMMERCIALE ET AGRICOLE DE LA CÔTE D'IVOIRE », Société à responsabilité limitée dont le siège social est à ABIDJAN (Côte d'Ivoire), agissant aux poursuites et diligences de M. J. R. TARNAUD, ayant pour avocat-défenseur, Me Raymond VIALE, en l'étude duquel domicile est élu;

Sur le sieur John Améwoanou RODNEY, demeurant à AGOU-GARE, en vertu 1^o) de la grosse en forme exécutoire d'un jugement contradictoire en date du 25 Juin 1943, rendu par le Tribunal de première Instance de LOME, statuant en matière commerciale, entre la Société requérante, d'une part, M. Peter RODNEY pris comme débiteur principal d'autre part, M. John Améwoanou RODNEY, pris comme caution, aussi d'autre part;

2°) du certificat d'inscription d'hypothèque prise au profit de la Société requérante, sur l'immeuble susvisé, en date du 4 Janvier 1943;

3°) d'un pouvoir spécial sous seing privé en date du 18 Août 1943, enregistré;

4°) d'une ordonnance rendue sur requête à la date du onze Septembre 1943, par M. l'Administrateur-Adjoint des Colonies, Commandant la Subdivision de PALIME, commettant un huissier, enregistrée;

5°) d'un commandement valant saisie-immobilière en date du 11 Septembre 1943, visé le même jour par M. l'Administrateur-Adjoint des Colonies, Commandant la Subdivision de PALIME, et le 24 Septembre 1943, par M. le Conservateur de la Propriété Foncière, pour transcription.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de *DIX MILLE FRANCS*, fixée par la créancière poursuivante.

Ne seront admises aux enchères que les personnes munies de l'autorisation d'acheter prévue par le décret du 8 Août 1941.

*Fait et rédigé par l'Avocat-défenseur soussigné,
R. VIALE.*

Pour tous renseignements, s'adresser à Me Raymond VIALE, Avocat-défenseur à LOMÉ, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOMÉ, où le Cahier des Charges a été déposé.

UNITED AFRICA COMPANY — TOGO

Société anonyme au capital de 200.000 francs

Siège Social : **LOME (TOGO)**

Convocation d'Assemblée Générale

M.M. les actionnaires de la société anonyme « UNITED AFRICA COMPANY — TOGO », société anonyme au capital de deux cent mille francs, dont le siège social est à Lomé (Togo), sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle, au siège social à Lomé, le mardi 16 Novembre mil neuf cent quarante trois, à huit heures.

L'ordre du jour est le suivant :

- I. — Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 Septembre 1943.
- II. — Nomination d'un commissaire aux comptes pour l'exercice 1943-1944.
- III. — Renouvellement partiel du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration